

Mardi 1^{er} octobre

Nos voix dans la rue pour

les salaires, les retraites, l'emploi et les services publics

14 H 30 Champ de Foire (Montbéliard)

Vous avez au moins 6 raisons de manifester :

1) La vie chère, c'est fini ?

Les télévisions ne manquent pas une occasion de faire des reportages sur « la fin de l'inflation ». Ils ont trouvé ça où ?

En vérité, si le prix de l'essence a un peu baissé (sans revenir aux tarifs d'avant) la vie chère reste une réalité (fruits, légumes même les pommes de terre !). Salariés et retraités font attention à toutes leurs dépenses.

Mais ces reportages n'arrivent pas hasard : il s'agit de préparer l'opinion publique à de futures revalorisations de salaires et de retraites au ras des pâquerettes !



2) Petites retraites : Anne, ma sœur Anne, ne vois-tu rien venir ?

Chacun a entendu que les petites retraites étaient augmentées de 100 € avec des rappels jusqu'à 1200 € ! Ah bon ? En vérité la plupart des retraités n'ont rien vu venir ou presque rien !

Car la revalorisation du minimum contributif ne concerne que les retraités qui malgré un

taux plein et tous leurs trimestres validés ont moins de 847 € de retraite sécu. Pour l'essentiel des femmes ayant travaillé à temps partiel pour s'occuper des enfants et qui n'ont en guise de revalorisation qu'une trentaine d'euros. Ce n'est pas beaucoup pour elles, mais surtout cela laisse beaucoup de petites retraites sur le carreau !

En juillet, les électeurs ont voté pour l'augmentation des salaires et des retraites.

Puisque Macron et le gouvernement n'entendent pas nos voix dans les urnes, il faut qu'ils les entendent dans la rue !

3) Pour les hôpitaux et celui de Trévenans, il y a urgence !

Dans une région où l'on manque de médecins généralistes et de spécialistes, l'hôpital est souvent le dernier recours. Cet été, le plan blanc a été une nouvelle fois

activé car les malades devaient patienter des heures aux urgences sur des brancards. Une honte !

En juillet, les électeurs ont voté pour que les services publics (santé, éducation, EHPAD ...) soient dotés de moyens et de personnel supplémentaire.

Puisque Macron et le gouvernement n'entendent pas nos voix dans les urnes, il faut qu'ils les entendent dans la rue !

4) Des mutuelles de plus en plus chères.

Déremboursement de médicaments, augmentation des franchises, dépassement d'honoraires ... se répercutent directement sur le reste à charge pour les malades et sur le tarif des mutuelles.

C'est le droit de se soigner qui est menacé !

Ce n'est pas une fatalité.

Nous proposons une sécurité sociale intégrale, avec comme première étape, une extension à la France entière du régime de sécurité sociale Alsace-Moselle, qui permet une meilleure prise en charge par la sécu et des mutuelles deux fois moins chères ! Pourquoi ce qui est possible en Alsace ne le serait pas dans toute la France ?

En juillet, les électeurs ont voté pour une meilleure protection sociale.

Puisque Macron et le gouvernement n'entendent pas nos voix dans les urnes, il faut qu'ils les entendent dans la rue !

5) Quel avenir industriel dans le Pays de Montbéliard ?

M. Macron nous parle de « réindustrialisation » mais ici la plupart des usines de la sous-traitance automobile sont menacées par le passage aux motorisations électriques et la politique financière de délocalisation de Tavares

(PDG de Stellantis) : Forvia Allenjoie, JTEK Mandeure, Flex'N Gate Audincourt ...

C'est tout le Pays de Montbéliard, son industrie, ses services, ses commerces et sa jeunesse qui risquent d'être sinistrés !

En juillet, les électeurs ont voté pour protéger l'emploi industriel.

Puisque Macron et le gouvernement n'entendent pas nos voix dans les urnes, il faudra qu'ils les entendent dans la rue !

6) Macron nous prend pour des ...

En juillet par leurs votes les électeurs ont sanctionné Macron et demandé un véritable changement de politique.

Pourtant, le « nouveau » premier ministre annonce la poursuite de la même politique d'austérité et de casse des services publics, avec peut-être un petit saupoudrage social pour sauvegarder les apparences.

Pourtant, de l'argent il y en a, pour résorber le déficit et la dette, pour aller vers plus de justice sociale et fiscale :

- ✓ Les 500 « grandes familles » possèdent l'équivalent de 45 % du PIB, c'est-à-dire de la richesse nationale.
- ✓ La France est championne d'Europe de la distribution des dividendes aux actionnaires.
- ✓ La France est championne d'Europe des exonérations de cotisations, qui sont majoritairement raflées par de grands groupes multinationaux qui poursuivent pourtant leurs délocalisations et casses des emplois.

En juillet, les électeurs ont voté pour + de justice sociale et fiscale.

Puisque Macron et le gouvernement n'entendent pas nos voix dans les urnes, il faudra qu'ils les entendent dans la rue !

Mardi 1^{er} octobre 14H30 Champ de Foire de Montbéliard !